



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 22/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HYDROGENE DE FRANCE (HDF)

20 RUE JEAN JAURÈS

--

33310 Lormont

Références : 26-040

Code AIOT : 0100042850

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2026 dans l'établissement HYDROGENE DE FRANCE (HDF) implanté 35 RUE JEAN DUVERT -- 33290 Blanquefort. L'inspection a été annoncée le 05/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 14 janvier 2026 s'inscrit dans la campagne d'inspection des sites soumis à déclaration au titre de la rubrique 4715 dans le département de la Gironde.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDROGENE DE FRANCE (HDF)

- 35 RUE JEAN DUVERT -- 33290 Blanquefort
- Code AIOT : 0100042850
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Hydrogène de France (HDF) est un producteur indépendant d'électricité et un industriel de piles à combustibles forte puissance (1,5 MW). Le site de Blanquefort est soumis à déclaration au titre de la rubrique 4715 - Hydrogène, de la nomenclature ICPE.

Le site est composé d'un atelier de fabrication de piles à combustibles et d'une zone de test de ces piles.

Cette zone de test comprend un électrolyseur pour produire de l'hydrogène gazeux, ensuite utilisé pour les tests sur la pile à combustible.

Le site n'est pas encore mis en service. Toutes les installations sont déjà sur place.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la déclaration	Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie en présence d'hydrogène gazeux	Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 5.7	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Règles d'implantation Prescriptions spécifiques pour	Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 2.1.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'hydrogène gazeux		
4	Valeurs limites et conditions de rejets, hydrogène gazeux	Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 6.2.2	Sans objet
5	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 4.3	Sans objet
6	Détection de gaz	Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 4.9	Sans objet
7	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 3.6	Sans objet
8	Matières inflammables et comburantes stockées à coté	Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 3.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'est pas encore mis en service mais l'ensemble des installations sont déjà présentes. Le site respecte globalement les prescriptions de l'AMPG en date du 12/02/1998. Il est attendu de l'exploitant la justification du respect de certaines dispositions notamment sur les moyens de lutte contre l'incendie (poteaux incendie et réserve) et la rétention des eaux d'extinction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Dossier de déclaration
Prescription contrôlée : L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.
Constats : La déclaration prévoit une quantité maximale sur site de 957 kg d'hydrogène. L'exploitant précise qu'il s'agit uniquement d'hydrogène gazeux. Ce gaz est obtenu après électrolyse de l'eau provenant du réseau d'eau potable. Contrairement au récépissé de déclaration, le site ne peut accueillir actuellement que 520 kg d'hydrogène gazeux et ne possède qu'un seul électrolyseur au lieu de deux, initialement figurant dans la déclaration. Les quantités susceptibles d'être présentes

<p>sur site ont été diminuées par l'exploitant au regard du marché actuel de l'hydrogène. Le site reste dimensionné pour pouvoir accueillir autant que la déclaration le prévoit.</p> <p>Le jour de l'inspection, le site n'est pas encore en exploitation. L'exploitant prévoit le lancement de l'utilisation du banc de test pour la fin d'année 2026 et la production des piles à combustibles pour l'année 2027.</p> <p>L'AIOT n'est pas classée au titre de la rubrique 3420 pour la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques tels que le gaz hydrogène. L'exploitant n'a pas fourni l'argumentaire justifiant que la fabrication d'hydrogène n'est pas en quantité industrielle et donc n'est pas soumis à la rubrique 3420.</p> <p>La zone de test comprend une installation aéroréfrigérante. L'exploitant a fourni par courriel en date du 16/01/2026, l'attestation fournisseur que cette unité de refroidissement n'est pas soumise à la rubrique 2921, ne présentant aucune dispersion d'eau dans le flux d'air.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournit l'argumentaire justifiant que la site n'est pas soumis à la rubrique 3420.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Règles d'implantation Prescriptions spécifiques pour l'hydrogène gazeux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Distance d'implantation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être implantée à une distance d'au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si elle est située à l'air libre ou sous auvent, à 8 mètres des limites de propriété ou de tout bâtiment, - si le local contenant l'installation est fermé, à 5 mètres des limites de propriété ou de tout bâtiment. <p>Les distances de 8 à 5 mètres entre le bâtiment et le stockage de récipients d'hydrogène gazeux ne sont pas exigibles s'ils sont séparés par un mur plein sans ouverture, construits en matériaux incombustibles et de caractéristiques coupe-feu 2 heures, d'une hauteur minimale de 3 mètres et prolongé du stockage par un auvent construit en matériaux incombustibles et pare-flamme de degré 1 heure, d'une largeur minimale de minimale de 3 mètres en projection sur un plan horizontal. Ce mur doit être prolongé de part et d'autre et du côté du stockage par des murs de retour sans ouverture, construits en matériaux incombustibles et coupe-feu de degré 1 heure, d'une hauteur de 3 mètres et d'une longueur de 2 mètres au moins.</p>
<p>Constats :</p>

Le gaz est stocké à l'air libre. L'inspection des installations classées constate que la distance des 8 m des limites de propriété et de tout bâtiment est respectée.

Le plan, annexé à la déclaration transmis le 21/03/2024, indique une distance de plus de 21m avec le bâtiment de production et la zone de stockage d'hydrogène. En outre, par courriel en date du 16/01/2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une étude de modélisation de l'efficacité d'un écran thermique contre des effets thermiques en cas de rupture de la ligne H2 amont, générant un jet enflammé en direction des bâtiments de production des piles à combustibles. L'inspection des installations classées a constaté la présence de ce mur béton séparant la zone de stockage d'hydrogène du bâtiment de production.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie en présence d'hydrogène gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 4.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- 1 extincteur à poudre de 50 kg sur roues ;
- 1 robinet d'eau de 40 mm, équipé d'une lance susceptible d'être mise instantanément en service.

Ces matériels doivent être disposés à proximité de l'installation, maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. [...]

Constats :

L'inspection des installations classées constate la présence de deux RIA et d'un extincteur de 50 kg sur roues. Le rapport de vérification de l'extincteur de 50 kg en date du 17/07/2025 ne fait état d'aucun écart majeur. L'exploitant précise que les RIA ont été installés au cours de l'année 2025.

Le stockage d'hydrogène est également pourvu d'un système de refroidissement par aspersion d'eau qui se déclenche automatiquement si les détecteurs de fuites et de flammes présents sur le site sont activés. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées en date du 16/01/2026 une note de protection incendie pour définir les débits de protection du stockage d'hydrogène et la vérification des vitesses et des pertes de charges dans le réseau d'eau incendie. Le rapport conclut que le réseau doit être à une pression de 4 bar, sinon l'efficacité des pulvérisateurs serait remise en question.

Le site est pourvu de deux poteaux incendie et d'une réserve d'eau. Un panneau d'information sur le grillage entourant la réserve d'eau indique une quantité de 420 m³ alors que le dossier tel qu'envoyé au SDIS en 2022 prévoyait 300 m³. De plus, la réserve d'eau ne possède pas de marqueur permettant de s'assurer de la présence du volume d'eau nécessaire à la protection incendie du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant apporte des éléments de justifications à l'inspection des installations classées sur les quantités d'eau de la réserve incendie nécessaires sur le site. Il met en place un marquage permettant de s'assurer en tout temps du correct remplissage de cette dernière.</p> <p>L'exploitant justifie également du bon fonctionnement des deux poteaux incendie tel que spécifié par l'avis du SDIS en date du 08/03/2022 et fait vérifier que la pression du réseau RIA respecte les préconisations citées dans le rapport référencé ci-dessus. Le rapport de vérification des RIA est également adressé à l'inspection des installations classées lorsque ces derniers seront vérifiés.</p> <p>L'exploitant propose une organisation de gestion d'un événement accidentel sur la zone de test que ce soit en heures ouvrables ou non.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Valeurs limites et conditions de rejets, hydrogène gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 6.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, rejet atmosphérique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout rejet de purge d'hydrogène devra se faire à l'air libre et, dans tous les cas, en un lieu et à une hauteur suffisante pour ne présenter aucun risque.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'hydrogène est évacué par une cheminée située à 14 m de haut, présente dans la zone de test. Le plan de zonage ATEX cité dans le point de contrôle ci-dessous, fait figurer la côte de 14m de l'exutoire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones à risque
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie ou atmosphères explosives). Ce risque est signalé.</p>

<p>Constats :</p> <p>Les zones de risques ATEX sont signalées sur site. La zone où se situe le stockage d'hydrogène est située sur une plateforme grillagée, accessible par des portes où figurent la nature du risque et les EPI à utiliser.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel en date du 16/01/2026 le plan zonage ATEX référencé 017847-ED-03002,révision 3, en date du 26/01/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Détection de gaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 4.9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, détecteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les détecteurs de gaz sont mis en place dans les parties de l'installation visées au point 4.3 présentant des risques en cas de dégagement et d'accumulation importante de gaz. Ces zones sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations.</p>
<p>Constats :</p> <p>Trois types de détecteurs sont présents au niveau du stockage d'hydrogène :</p> <ul style="list-style-type: none"> • détecteurs de fuite à ultrasons • détecteurs de flammes d'hydrogène • câbles thermosensibles. <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classée par courriel en date du 16/01/2026, les éléments d'étude d'implantation de la détection feu et gaz sur la zone de test en date du 14/05/2024.</p> <p>La zone de test n'étant pas mise en service, le contrôle des détecteurs n'a pas été demandée par l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à faire vérifier ces détecteurs en amont de tout démarrage de l'installation prévue pour la fin d'année 2026 et à mettre en place ensuite un plan de surveillance et de maintenance de ces équipements de sécurité afin de garantir leur bon fonctionnement en tout temps.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Vérification périodique des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 3.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.
Constats : L'installation n'étant pas encore mise en service, l'inspection des installations classées n'a pas demandé la fourniture des contrôle périodiques des installations électriques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est rappelé à l'exploitant qu'avant toute mise en service, les contrôles périodiques doivent être effectués et les écarts levés, si les contrôles précédents ne sont plus valables.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Matières inflammables et comburantes stockées à coté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Matières inflammables et comburantes
Prescription contrôlée : Des substances non inflammables et non comburantes peuvent être stockées dans le local ou sur l'aire de stockage de l'installation. Des substances inflammables ou comburantes peuvent être stockées dans le local ou sur l'aire du stockage de l'installation si elles sont séparées des récipients d'hydrogène : - soit par une distance de 8 mètres (distance portée à 20 mètres par rapport aux récipients d'hydrogène liquide), - soit par un mur plein sans ouverture présentant une avancée de 1 mètre, construit en matériaux de caractéristique coupe-feu de degré deux heures, s'élevant jusqu'à une hauteur de 3 mètres ou jusqu'à la toiture sauf indications plus contraignantes d'une autre réglementation.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté qu'aucun combustible ou comburant n'est présent sur la zone de stockage. L'exploitant veillera à ce que cette prescription soit respectée lors de la mise en service de la zone de test.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/02/1998, article I > 5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de

réceptient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Leur évacuation éventuelle après un accident doit se faire comme des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un système de collecte des eaux pluviales à proximité de la zone de test. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en capacité de fournir les éléments pour justifier du respect de la présente prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournit les justifications sur les modalités techniques et organisationnelles de rétention des eaux en cas d'incendie pour prévenir toute pollution dans les égouts publics.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois